

Laurence Boone : « Les risques sont en train de se matérialiser »

Pour la chef économiste de l'OCDE, la croissance mondiale arrive « à un plateau » et elle est devenue moins homogène

ENTRETIEN

La croissance mondiale atteint un palier. Dans ses prévisions, publiées jeudi 20 septembre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que la progression du produit intérieur brut (PIB) planétaire devrait « plafonner » à 3,7 % cette année et la suivante, après 3,6 % en 2017. Sa nouvelle chef économiste, la Française Laurence Boone, met en garde contre l'impact de risques « en train de se matérialiser », notamment l'escalade de restrictions commerciales.

Dix ans après la chute de Lehman Brothers, l'économie mondiale semble avoir enfin tourné la page de l'après-crise. Pourtant, l'heure est plutôt aux inquiétudes. Pourquoi ?

D'abord parce qu'après l'embellie de 2017 on voit la croissance se stabiliser et arriver à un plateau. Surtout, les risques dont on ne faisait que parler sont en train de se matérialiser. C'est particulièrement vrai à propos des échanges commerciaux. D'autres risques concernent la politique, le niveau de la dette mondiale ou la vulnérabilité de pays émergents. Il faut donc être vigilant, même si la croissance reste forte. C'est un signal d'alarme vis-à-vis des autorités : il ne faut pas arrêter les réformes, car il est plus facile de les mener à bien en phase de croissance qu'en période de ralentissement.

Les ressorts de l'embellie de l'an dernier sont-ils en train de disparaître ?

Tous les facteurs qui supportent la demande intérieure sont encore là. On a un cadre de politique monétaire et budgétaire toujours accommodant, en Europe notamment. Le chômage baisse au sein des pays de l'OCDE. La consommation est soutenue, les investissements aussi. Les fondamentaux sont bons. Mais la pression

des risques est en train de monter.

Vous dites dans votre rapport que la croissance est moins bien synchronisée...

Excepté pour l'Inde, la Chine et les Etats-Unis, nous avons revu nos prévisions à la baisse pour la plupart des pays. Le plus fortement pour les émergents qui sont entrés en crise, comme la Turquie et l'Argentine. En Europe, cette révision résulte davantage des facteurs d'incertitude mondiaux.

A quel point les tensions commerciales menacent-elles l'économie mondiale ?

On voit déjà de premiers effets apparaître. Prenez l'exemple des lave-linge, qui ont été la cible des premières taxes imposées par les Etats-Unis. Entre mars et juillet, leur prix a augmenté de 20 % pour le consommateur américain. C'est énorme quand on n'a pas beaucoup de revenus. Bien sûr, ce type de secteur ne représente pas grand-chose pour le PIB. Mais, si l'escalade continue, les effets pourraient devenir plus importants pour l'économie mondiale.

La vraie question concerne l'impact sur la confiance. Celle des ménages, qui voient les prix augmenter, et, surtout, celle des entreprises. Aujourd'hui, quand vous avez

une chaîne de production mondiale, où allez-vous investir ? Si les entreprises ont l'impression que cette escalade va durer, elles retiendront leurs investissements, ce qui pèsera sur les embauches. Si l'on regarde les indicateurs de commande pour les biens à l'exportation, ils ont tous baissé significativement ces derniers mois. Et la croissance du volume des échanges, qui était de 5 % l'an dernier, est maintenant de 3 %. Or, quand celle-ci est supérieure à la croissance du PIB, elle a un effet d'entraînement sur l'activité. Mais elle est de nouveau inférieure.

Dans leur conflit avec la Chine, les Etats-Unis affirment être

dans une meilleure position pour résister. A raison ?

Personne n'est dans une position favorable quand il y a une escalade de restrictions sur les échanges. Celles-ci créent partout de l'incertitude et réduisent la capacité des entreprises à créer et diffuser leurs innovations. Oui, le monde n'est pas parfait. Mais c'est bien mieux de chercher à régler les problèmes dans le cadre de l'OMC [Organisation mondiale du commerce] que de poursuivre cette politique de représailles bilatérales qui affecte les « vrais » gens et les entreprises.

Aux Etats-Unis, la croissance est solide, le chômage au plus bas et Wall Street bat des records. Faut-il en créditer Donald Trump ?

On est quand même dans la dixième année de reprise aux Etats-Unis. La croissance d'aujourd'hui est solidement ancrée dans tout ce qui a été fait auparavant. Après, il y a un point de stimulus budgétaire qui contribue à cette

« Personne n'est dans une position favorable quand il y a une escalade de restrictions sur les échanges »

expansion de la reprise. Mais c'est dommage de le faire au pic de la croissance. Ce stimulus augmente la dette significativement au moment où l'économie mondiale entre dans une période délicate. Et puis le prix de certains actifs sur le marché des actions, notamment dans le domaine de la technologie, atteint des records historiques. On n'est jamais à l'abri d'une correction.

Vous mettez l'Europe en garde contre les risques politiques qui pourraient l'empêcher de prospérer. Lesquels ?

Le premier, c'est le Brexit. Il est très important d'arriver à un deal qui permette de maintenir les relations les plus proches possibles entre le Royaume-Uni et le reste de l'Union européenne.

Ensuite, il y a ce qui se passe en Italie, où la croissance est faible et la dette élevée. Il faut absolument continuer les réformes lancées par le gouvernement précédent. Et les dépenses publiques ne doivent pas servir à soutenir artificiellement la croissance par la consommation, mais viser des investissements productifs.

Enfin, quand on regarde toute la zone euro, il n'y a pas eu beaucoup de progrès depuis l'établissement de l'union bancaire. C'est dommage, parce que tout ce qui renforce son intégration permettra de tirer la croissance en donnant confiance aux entreprises et aux investisseurs. Mais, à l'approche des élections européennes, il y a un risque que tout ralentisse.

Dix ans après la crise, a-t-on fait assez pour se prémunir contre un nouveau choc ?

On a fait des progrès énormes en ce qui concerne le secteur bancaire. En revanche, sur ce qui est « non-banque » – gestion d'actifs, hedge funds, private equity... –, on n'a pas encore assez avancé. Et il y a ce qui touche à la croissance réelle. On n'a retrouvé ni le niveau ni les taux de croissance des années d'avant la crise. C'est un des principaux facteurs de risque politique. Il faut s'efforcer d'améliorer la productivité et s'assurer que la croissance est inclusive. Sinon cela créera des tensions dans les populations, qui pourront avoir des répercussions négatives sur l'économie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE DE VERGÈS

Les Européens poussent pour réformer l'OMC

TANDIS QUE LES ETATS-UNIS et la Chine s'affrontent à coups de dizaines de milliards de dollars de nouveaux droits de douanes, l'Europe tente d'avancer sur un autre chantier mouvant : la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Union européenne (UE) devait présenter des pistes de modernisation à ses partenaires, jeudi 20 septembre, à Genève où siège l'institution.

« *Le monde a changé, pas l'OMC*, a fait valoir la commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmström, mardi, en publiant ses principales propositions. *Il est grand temps d'agir pour permettre au système de relever les défis de l'économie mondiale d'aujourd'hui.* » L'exercice peut sembler périlleux. Ces derniers mois, le président des Etats-Unis, Donald Trump, n'a cessé de vilipender l'organisation multilatérale. Menaçant, une fois de plus, d'en claquer la porte, faute de vrai changement dans son fonctionnement.

Pour l'UE, cette mise en garde est une épée de Damoclès autant qu'une occa-

sion à saisir. « *On n'est pas d'accord avec la manière de faire des Etats-Unis, mais on partage leur diagnostic sur certaines distorsions qui perturbent le système commercial multilatéral*, souligne un spécialiste du commerce à la Commission. *Le meilleur moyen pour régler les tensions actuelles, c'est de redévelopper des règles au sein de l'OMC.* »

Une instance gravement menacée

Première visée par ces grandes manœuvres : la Chine. L'Union européenne estime, comme Washington, que l'organisation est mal équipée pour discipliner ce pays devenu un géant du commerce mondial en pratiquant un capitalisme d'Etat d'un genre inédit. Bruxelles suggère de resserrer les mailles du filet réglementaire concernant les questions de subventions, de comportement des entreprises publiques et de transferts forcés de technologie. L'enjeu est aussi d'accroître la transparence, chaque membre devant notifier plus

clairement ses usages en matière de politique industrielle.

Un autre volet de propositions concerne la fonction de règlement des différends de l'OMC. Cette instance chargée d'arbitrer les disputes commerciales est aujourd'hui gravement menacée par les Etats-Unis. Depuis des mois, l'administration Trump bloque le renouvellement des membres de son organe d'appel. Au lieu de sept juges, ils ne seront plus que trois à compter de fin septembre, le minimum ultime pour fonctionner. Au risque de la paralysie, alors même que les grandes puissances multiplient les litiges.

S'en tenant aux griefs exprimés par les Américains – essentiellement d'ordre procédural –, l'UE met sur la table une série d'évolutions possibles. « *Maintenant, la balle est dans leur camp* », dit-on du côté de Bruxelles. Si elle se positionne en chef de file, l'Europe sait qu'elle ne pourra pas impulser de changements seule. A fortiori concernant une organi-

sation qui fonctionne sur la base du consensus entre ses 164 Etats membres.

« *Le préalable serait d'arriver à un accord politique entre les quelques grandes puissances*, juge Sébastien Jean, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales [Cepii]. *C'est dans notre intérêt d'y parvenir, car l'Europe sait beaucoup mieux se défendre dans un monde de règles que dans un monde basé sur les rapports de force.* »

Reste à déterminer jusqu'à quel point les Etats-Unis, mais aussi la Chine acceptent de jouer le jeu. Cette dernière a intérêt à un maintien du système tel qu'il est aujourd'hui conçu. Mais l'épreuve de force engagée par Donald Trump et la peur de l'isolement pourraient inciter Pékin à de nouvelles concessions. « *Pour la Chine, l'OMC a une valeur inestimable en termes de sécurité juridique*, affirme une source européenne. *Elle comprend qu'il lui faudra repasser un peu à la caisse si elle veut la pérennité du système.* » ■

M. D. V.